

Table des matières

Liste des principales abréviations	5
Introduction	7
Partie préliminaire. Les sources du droit du travail	
<i>Chapitre I. Les sources supranationales.</i>	11
Section I. Les sources de droit international	11
§I. Les traités internationaux	11
§II. Les normes élaborées dans le cadre d'organisations internationales	12
Section II. Le droit social européen	12
§I. Le droit européen du Conseil de l'Europe.	12
A. La Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.	13
B. La Charte sociale européenne.	13
C. La Convention européenne relative au Statut juridique du Travailleur Migrant	14
§II. Le droit de l'Union européenne.	14
Exercice	16
Corrigé	18
<i>Chapitre II. Les sources nationales.</i>	19
Section I. Les sources étatiques	19
§I. Les bases constitutionnelles du droit du travail	19
§II. La loi et les décrets	20
§III. La jurisprudence.	20

Section II. Les sources professionnelles du droit du travail	21
§I. Les usages	21
A. Les critères de l'usage	22
B. La dénonciation de l'usage	22
C. La remise en cause de l'usage par un accord collectif	24
§II. Les engagements unilatéraux	24
§III. Le règlement intérieur	24
A. Les conditions d'élaboration et de publicité du règlement intérieur	25
B. Le contenu du règlement intérieur	25
1. Le contenu obligatoire	26
2. Le contenu informatif	26
3. Le contenu facultatif	26
4. Le contenu interdit	27
C. Le contrôle du règlement intérieur	28
§IV. Les conventions collectives	29
§V. Le contrat de travail	29
Exercice	31
Corrigé	31
Chapitre III. La hiérarchie des normes	35
Exercice	38
Corrigé	38

Partie I. Les relations individuelles de travail

Titre I. Le contrat de travail

Chapitre I. Les critères du contrat de travail	45
Section I. La prestation de travail ou l'activité fournie pour le compte d'autrui	46
Section II. La rémunération	46
Section III. Le lien de subordination	47
Exercice	49
Corrigé	49

Chapitre II. Le contrat à durée indéterminée et ses principales clauses	51
Section I. Les conditions de forme du contrat à durée indéterminée	52
§I. Le principe	52
§II. Les exceptions à la liberté de forme du contrat à durée indéterminée	53
§III. Les formalités liées à l'embauche	53
Section II. Le contenu du contrat à durée indéterminée, le cas particulier de la période d'essai	53
§I Les conditions de validité de la période d'essai	55
A. La source de la période d'essai	55
B. La durée de la période d'essai	55
1. La durée initiale	55
2. Le point de départ et le calcul de la période d'essai	56
3. Le renouvellement de la période d'essai	57
4. La prorogation de la période d'essai	58
5. L'articulation de la durée légale de la période d'essai avec les dispositions contractuelles et/ou conventionnelles	58
§II. La fin de la période d'essai	59
A. Le principe, la libre rupture de la période d'essai	60
B. Les exceptions à la libre rupture	61
Exercice	64
Corrigé	66
Chapitre III. Le contrat à durée déterminée	71
Section I. Les conditions de recours au contrat à durée déterminée	71
§I. Le contrat à durée déterminée, un contrat d'exception	71
§II. Les cas de recours autorisés au contrat à durée déterminée	72
A. Le remplacement d'un salarié	72
1. L'absence du salarié	72
2. Le passage provisoire à temps partiel	72
3. La suspension du contrat de travail	73
4. Le départ définitif du salarié précédant la suppression de son poste	73
5. L'attente de l'entrée en service effective du salarié recruté par contrat à durée indéterminée appelé à le remplacer	74
B. L'accroissement temporaire d'activité	74
C. Les emplois à caractère saisonnier et les emplois d'usage	75

D. Les remplacements particuliers	76
E. Le contrat à objet défini	76
F. Les contrats liés à la politique de l'emploi	77
§III. Les interdictions de recourir au contrat à durée déterminée ..	77
A. L'interdiction de recourir au contrat à durée déterminée après le prononcé d'un licenciement économique	77
B. Les autres interdictions	78
Section II. La durée du contrat à durée déterminée	78
§I. La fixation du terme du contrat et sa durée	78
A. Le principe, le contrat à terme précis	79
B. Le contrat à terme imprécis	80
§II. Le renouvellement du contrat à durée déterminée	80
§III. La succession de contrats à durée déterminée	81
A. La succession de contrats avec le même salarié	82
1. Le principe	82
2. Les tempéraments au principe	82
B. La succession de contrats à durée déterminée sur le même poste	83
1. Aucune stipulation n'est prévue par un accord de branche étendu	83
2. Un accord de branche étendu contient des stipulations sur ce point	84
Section III. La forme et le contenu du contrat à durée déterminée	85
Section IV. La fin du contrat à durée déterminée	86
§I. La fin du contrat à l'échéance du terme	86
§II. La rupture anticipée	88
A. Le principe, la rupture anticipée abusive et ses conséquences	88
B. L'exception, la rupture anticipée possible	90
1. L'accord des parties	90
2. La force majeure	90
3. La faute grave	91
4. Le départ à l'initiative du salarié	91
5. L'inaptitude constatée par le médecin du travail	92
Section V. Les sanctions	92
§I. La sanction civile, la requalification en contrat à durée indéterminée	92
§II. La sanction pénale	95

Exercice	96
Corrigé.....	96

Titre II. L'exécution du contrat de travail

Sous-titre I. Les conditions de travail

Chapitre I. Le temps de travail..... 105

Section I. Le temps de travail effectif et les notions périphériques 106

§I. Le temps de travail effectif 106

§II. Les notions périphériques..... 107

A. Les temps consacrés à la restauration et aux pauses..... 107

B. Les temps consacrés aux opérations d'habillage et au déshabillage 108

C. Le temps de déplacement professionnel..... 110

§III. Les astreintes 111

A. La qualification d'astreinte 111

B. La mise en place de l'astreinte..... 112

C. Le paiement..... 113

D. Astreinte et temps de repos..... 113

§IV. Les heures d'équivalence..... 114

Section II. La durée légale et maximale de travail 116

§I. La durée légale de travail 116

§II. Les durées maximales de travail 117

A. Le temps de pause 117

B. La durée maximale quotidienne..... 118

C. La durée maximale hebdomadaire 119

D. Les sanctions..... 120

Section III. Les heures supplémentaires..... 120

§I. Le cadre d'appréciation 121

§II. Le recours aux heures supplémentaires 121

§III. Les contreparties aux heures supplémentaires	122
A. Le choix conditionné dans les formes des contreparties	122
B. La contrepartie obligatoire sous forme de repos	123
Section IV. La répartition du temps de travail	124
§I. Les horaires individualisés	125
§II. L'aménagement du temps de travail sur une période supérieure à la semaine	126
A. L'aménagement conventionnel sur plusieurs semaines	126
B. L'aménagement sur plusieurs semaines hors convention collective	128
Section V. Le travail à temps partiel	128
§I. La mise en place et la mise en œuvre du travail à temps partiel	130
§II. Le contrat à temps partiel	131
§III. La durée de travail et la répartition de la durée	131
A. La durée de travail	132
1. La durée contractuelle	132
2. Les ajustements	133
B. La répartition de la durée du travail	135
Section VI. Les temps de repos	136
§I. Les temps de repos autres que les congés payés	137
A. Le repos quotidien	138
B. Le repos hebdomadaire	139
§II. Les jours fériés	142
A. Les dispositions générales	142
B. La journée du 1 ^{er} mai	143
§III. La journée de solidarité	145
Section VII. Les congés payés	146
§I. Le droit aux congés payés	147
A. L'acquisition du droit à congés et la durée des congés payés.....	147
1. L'acquisition du droit.....	148
2. La durée du congé.....	148
B. Le décompte des congés payés	150

C. La prise des congés payés	151
1. Un repos annuel	151
2. La période des congés payés	153
3. Le fractionnement des congés payés autre que celui afférent à la cinquième semaine	155
§II. L'indemnisation des congés payés	156
Exercice	159
Corrigé	160
Chapitre II. La rémunération du salarié	163
Section I. La notion	163
§I. Les différentes formes de rémunération	164
A. La rémunération en espèces et/ou en nature	164
B. La rémunération au temps ou au rendement	165
§II. Les éléments de la rémunération	166
A. Les éléments de rémunération qui partagent la nature juridique de salaire ...	167
1. Les gratifications et primes obligatoires	167
2. Les avantages en nature	167
3. Les indemnités	168
4. Les pourboires	168
B. Les compléments qui n'ont pas la nature de salaire	168
Section II. La fixation du salaire	169
§I. Le respect de l'ordre public salarial	169
A. Le principe de non-discrimination	169
B. L'égalité de traitement	170
C. L'interdiction de l'indexation des salaires	173
§II. Le respect des minima	174
A. Les minima conventionnels	174
B. Le salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)	175
Section III. Les modalités de paiement	177
§I. Les modes et la date de paiement du salaire	177
§II. Le bulletin de salaire	177
§III. L'action en paiement et prescription	178

Section IV. La protection du salaire	178
§I. L'employeur est créancier du salarié.....	178
A. Les acomptes, avances, prêts.....	179
B. Les dettes de fournitures.....	179
§II. Le créancier du salarié n'est pas l'employeur.....	180
§III. Le salarié est créancier dans une entreprise en difficulté.....	180
Exercice.....	182
Corrigé.....	182

Sous-titre II. Les perturbations dans l'exécution de la relation du travail

Chapitre I. L'exécution du contrat perturbée par des éléments inhérents à la personne du salarié......

187

Section I. La maladie d'origine non professionnelle......

187

§I. La suspension du contrat de travail	188
A. Les conditions de la suspension pour maladie	189
1. L'obligation d'information.....	189
2. L'obligation de justification.....	189
3. Les sanctions.....	190
B. Les effets de la suspension.....	191
1. La permanence du lien contractuel et institutionnel.....	191
2. L'indemnisation du salarié malade.....	192
§II. La rupture du contrat de travail.....	194
A. La nullité du licenciement prononcé en raison de l'état de santé du salarié ...	194
B. Le licenciement du salarié pour un motif extérieur à l'état de santé	196

Section II. La protection liée à la naissance d'un enfant

197

§I. La protection de la femme en début de grossesse	198
§II. La protection par le congé de maternité.....	200
§III. La protection de l'emploi.....	202

Section III. Le droit disciplinaire.....

203

§I. Les garanties de fond	204
---------------------------------	-----

A. L'exigence de faute	204
B. La prescription des faits fautifs	204
C. Les sanctions possibles et les limites.	205
1. La définition de la sanction et ses formes	205
2. Les limites et/ou interdictions au prononcé des sanctions.	205
§II. Les garanties procédurales	207
1 ^{re} étape. La convocation à l'entretien préalable	207
2 ^e étape. L'entretien préalable	207
3 ^e étape. La notification de la sanction	208
§III. Le contrôle prud'homal et ses suites	208
A. Un large pouvoir conféré aux juges.	208
1. Le contrôle sur la régularité de la procédure.	208
2. Le contrôle juridictionnel sur le fait fautif	209
3. Le contrôle sur la sanction	209
B. Les effets du contrôle.	209
Exercices	211
Corrigés	212

Chapitre II. L'exécution du contrat perturbée par des éléments non inhérents à la personne du salarié **219**

Section I. La révision du contrat de travail et le changement des conditions de travail **219**

§I. La distinction entre la modification du contrat et le simple changement des conditions de travail **220**

§II. Le régime juridique **224**

A. Le régime juridique applicable en cas de modification du contrat de travail ..	224
1. La modification du contrat d'origine non économique.	224
2. Le cas particulier de la modification du contrat pour motif disciplinaire.	226
3. La modification est d'ordre économique	227
B. Le régime juridique applicable au changement des conditions de travail.	227

Section II. Le transfert d'entreprise **228**

§I. Les conditions du maintien des contrats de travail **228**

A. Les conditions d'application de l'article L1224-1 du Code du travail.	229
1. Le transfert d'une entité économique autonome	229
2. Le maintien de l'identité de l'entité, dont l'activité est poursuivie ou reprise ...	232
B. Le transfert conventionnel ou volontaire.	233

§II. Les effets du transfert d'entreprise	233
A. Les effets sur le contrat de travail	234
1. L'article L1224-1 du Code du travail a vocation à s'appliquer	234
2. Le transfert du contrat de travail est conventionnel ou volontaire	238
B. La répartition des dettes entre les employeurs successifs	239
§III. La rupture du contrat de travail	240
A. Les licenciements pour motif personnel	241
B. Les licenciements pour motif économique	241
Exercices	244
Corrigés	245

Titre III. La rupture du contrat de travail

Chapitre I. Le licenciement pour motif personnel

Section I. La procédure de licenciement

§I. La convocation à l'entretien préalable	254
A. La forme et le contenu de la convocation à l'entretien préalable	254
B. Les délais	255
1. Les délais pour engager la procédure	255
2. Les délais entre la convocation à l'entretien préalable et l'entretien	255
§II. L'entretien préalable	255
§III. La notification du licenciement	256
A. L'obligation de notifier le licenciement	256
B. L'énonciation des motifs	257
C. La fixation des termes du litige	258

Section II. La cause réelle et sérieuse

§I. La notion de cause réelle et sérieuse	259
A. La cause réelle	259
B. La cause sérieuse	260
C. Une cause légale	260
§II. Les principales applications	260
A. Le licenciement disciplinaire	261
B. La cause réelle et sérieuse non fautive	263

Section III. Les droits attachés à la rupture du contrat	267
§I. L'indemnité de licenciement	267
A. Les conditions d'octroi de l'indemnité légale de licenciement	268
B. Le montant de l'indemnité de licenciement	268
§II. Le droit au préavis	269
A. Les conditions du droit au préavis et sa durée	269
B. Les effets du préavis	270
§III. Le versement d'une indemnité compensatrice de congés payés	271
§IV. La remise de documents et attestations	271
A. Le certificat de travail	272
B. L'attestation Pôle emploi	272
C. Le solde de tout compte	273
Section IV. La contestation judiciaire du licenciement	273
§I. L'indemnisation forfaitaire du salarié	273
§II. L'indemnisation non forfaitaire	274
A. Les sanctions des irrégularités de procédure	274
B. La saisine du juge pour absence de cause réelle et sérieuse	275
1. La réintégration possible du salarié	275
2. La seconde branche de l'alternative, le versement de dommages et intérêts	276
3. Le remboursement des indemnités de chômage	278
Exercice	279
Corrigé	280
Chapitre II. Le licenciement pour motif économique	285
Section I. La définition du licenciement économique	286
§I. La cause qualificative du licenciement, le motif non inhérent à la personne du salarié	286
§II. La justification du licenciement pour motif économique	287
A. L'élément causal	287
1. Les causes justificatives	288
2. Le périmètre d'appréciation de la cause économique hors cessation d'activité	292
B. L'élément matériel	293

1. La suppression d'emploi	294
2. La transformation d'emploi	294
3. Le refus d'une modification d'un élément essentiel du contrat	294
Section II. Le reclassement du salarié	295
§I. L'étendue de l'obligation de reclassement	295
A. L'obligation de chercher à reclasser, un préalable à tout licenciement économique	295
B. Le contenu de l'obligation de reclassement	296
C. Le périmètre du reclassement	296
§II. Les modalités de communication de l'offre de reclassement ..	297
§III. La sanction de l'absence de reclassement à la charge de l'employeur	299
A. Le principe	299
B. Le tempérament	299
Section III. L'ordre des licenciements	299
§I. L'établissement de l'ordre des licenciements	300
§II. L'application de l'ordre	300
§III. La demande d'énonciation des critères et les recours des salariés.	302
Section IV. Les mesures sociales d'accompagnement	302
§I. La priorité de réembauche	302
A. Les conditions	303
1. Les conditions d'application de la priorité	303
2. Les conditions d'exercice de la priorité	303
B. Les sanctions du non-respect de la priorité	304
§II. Le plan de sauvegarde de l'emploi	304
A. Les conditions de mise en place du PSE	304
1. Les conditions posées par l'article L1233-61 du Code du travail	304
2. Les licenciements successifs	305
B. L'élaboration et le contenu du PSE	306
1. Le PSE établi par document unilatéral	306
2. Le PSE établi par un accord collectif majoritaire	310

C. Les sanctions du non-respect par l'employeur des règles relatives à la validation ou à l'homologation	312
1. La nullité du licenciement	313
2. Les cas particuliers	314
§III. Le congé de reclassement et le contrat de sécurisation professionnelle	314
Exercice	317
Corrigé	317
Chapitre III. La nullité du licenciement	323
Section I. Le domaine de la nullité	323
§I. La nullité des salariés spécialement protégés	323
§II. Le licenciement est attentatoire à des règles d'ordre public ..	324
A. Les cas de nullité prévus par la loi	325
B. La nullité reconnue par le juge	327
Section II. Les conséquences de la nullité	328
§I. La réintégration de droit	328
§II. Le salarié ne demande pas sa réintégration	330
Exercice	332
Corrigé	333
Chapitre IV. Les modes de rupture autres que le licenciement	335
Section I. La démission du salarié	335
§I. La démission valable	337
A. Les conditions de la démission	337
1. Les conditions de forme de la démission	337
2. Les conditions de fond de la démission	337
B. Les effets de la démission	338
1. L'obligation de respecter un préavis	338
2. Les droits financiers du salarié démissionnaire	339
3. Le cas particulier de la démission abusive	340
§II. La démission non valable	340
A. La démission nulle	340
B. La démission équivoque	341

Section II. La prise d'acte de la rupture	342
§I. Les personnes pouvant prendre acte de la rupture du contrat de travail	342
§II. Les conditions de recours à la prise d'acte	343
A. L'absence de formalisme	343
B. L'exigence d'un manquement suffisamment grave de l'employeur empêchant la poursuite du contrat	344
§III. La nécessaire saisine du juge	344
§IV. Les effets de la prise d'acte de la rupture	346
A. Les effets de la prise d'acte de la rupture sur le contrat de travail	346
B. Les effets de la prise d'acte liés à la décision du juge	347
1. La prise d'acte est justifiée	347
2. La prise d'acte est injustifiée	348
Section III. La résiliation judiciaire	349
§I. Les titulaires de l'action en résiliation judiciaire	349
A. La résiliation judiciaire par l'employeur	349
B. La résiliation judiciaire par le salarié	350
§II. Les conditions de l'action en résiliation judiciaire	350
§III. Les effets de la résiliation judiciaire	351
A. La prise d'effet de la résiliation judiciaire	352
B. Les conséquences de l'action en résiliation judiciaire sur la relation des parties	352
Section IV. La rupture conventionnelle	353
§I. La rupture conventionnelle individuelle	354
A. Le domaine de la rupture conventionnelle	354
B. Le processus de construction de la rupture conventionnelle	355
1. L'élaboration de la rupture conventionnelle	355
2. La rétractation	356
3. L'homologation de la rupture	356
C. Les effets de la rupture conventionnelle individuelle	357
1. Les droits du salarié	357
2. La sécurisation de la rupture	357

SII. La rupture conventionnelle collective	358
A. La conclusion d'un accord collectif (1 ^{re} strate)	359
B. Le rôle de l'administration du travail (2 ^e strate).....	359
C. L'intervention individuelle du salarié (3 ^e strate)	360
D. Le suivi de l'accord collectif et les recours.	362
Exercice	363
Corrigé.....	363

Partie II. Les relations collectives du travail

Titre I. La représentation élue et la représentation syndicale

***Chapitre I. La mise en place des représentants élus et désignés*** **375**

Section I. L'obligation de mettre en place et de renouveler des représentants élus et désignés

375

§I. Les entreprises concernées

375

§II. Les effectifs

376

A. Les salariés pris en compte dans le calcul des effectifs de l'entreprise.

376

B. Les salariés exclus du calcul des effectifs.

378

C. Les seuils de déclenchement et/ou de suppression
du comité économique et social

379

Section II. Le cadre d'implantation du CSE

380

§I. L'implantation des représentants élus dans une entreprise à structure simple.....

380

§II. L'entreprise comporte plusieurs établissements

381

§III. L'unité économique et sociale (UES).....

383

A. L'apparition de la notion

383

B. Les éléments constitutifs de l'unité économique et sociale

384

 1. Les caractéristiques de l'unité économique

384

 2. Les caractères de l'unité sociale

385

C. Les modalités de reconnaissance de l'unité économique et sociale.

385

D. La constitution de CSE d'établissements et d'un CSE central dans l'UES.

386

§IV. Le CSE interentreprises

387

Section III. Les élections dans l'entreprise	387
§I. Le déclenchement du processus électoral	388
A. La mise en place de l'instance	388
1. L'initiative de l'employeur	388
2. L'organisation des élections sur demande	389
B. Le renouvellement de l'instance	389
§II. Le protocole d'accord préélectoral	390
A. La négociation et la conclusion du protocole d'accord préélectoral	391
1. Les participants à la discussion ou négociation	391
2. Les conditions de validité du protocole d'accord préélectoral	391
B. Le contenu du protocole d'accord préélectoral	393
1. Les collèges électoraux	393
2. La répartition du personnel et des sièges	394
3. Les modalités d'organisation du vote	395
C. La durée de validité du protocole préélectoral	395
§III. Les opérations électorales	396
A. Les conditions d'électorat et d'éligibilité	396
1. Les conditions d'électorat	396
2. Les conditions d'éligibilité	399
B. Les opérations électorales	400
1. L'établissement des listes électorales	400
2. Les listes de candidats	401
3. Le dépôt des listes	403
4. L'organisation et le déroulement du scrutin	404
5. Les résultats du vote	404
C. La durée et le nombre de mandat	405
Section IV. La composition du CSE	406
§I. La composition du CSE d'entreprise et/ou des CSE d'établissements	406
A. La composition du CSE d'entreprise	406
1. La dualité de la composition	406
2. Les autres intervenants	407
B. La composition du CSE d'établissement	408
§II. La composition du CSE central	408

Section V. La représentation du syndicat dans l'entreprise	410
§I. La section syndicale	410
§II. Les représentants des syndicats dans l'entreprise	410
A. Le délégué syndical	411
1. Les conditions de désignation du délégué syndical	411
2. La durée du mandat du délégué syndical	413
3. Les modalités de désignation et de contestation	413
4. Les catégories de délégués syndicaux	414
B. Le représentant de la section syndicale	415
C. Le représentant syndical au CSE	415
Exercice	417
Corrigé	417

**Chapitre II. Le statut des représentants du personnel
et des représentants syndicaux**

421

Section I. La protection statutaire des représentants des salariés	421
§I. Les bénéficiaires de la protection	422
A. Les salariés ayant demandé l'organisation des élections	422
B. Les candidats aux élections	423
C. Les représentants en cours de mandat	424
D. Les anciens représentants	425
§II. La protection	427
A. La protection en matière de licenciement	427
1. La procédure de licenciement	428
2. Les droits des salariés protégés licenciés	434
B. Les autres protections	437
1. Les autres hypothèses légales	437
2. Les extensions jurisprudentielles au statut légal protecteur	440
Section II. Les moyens mis à disposition des représentants du personnel pour l'exercice de leur mission	442
§I. Les heures de délégation	442
A. Le montant du crédit d'heures	442
1. Le temps nécessaire à l'exercice de leurs missions	442
2. Le dépassement du crédit d'heures pour circonstances exceptionnelles	444
B. Les modalités d'utilisation des heures de délégation	445
1. L'annualisation des heures de délégation	445
2. La mutualisation des heures	446

C. Le paiement des heures de délégation	446
1. Le paiement des heures entrant dans le crédit	447
2. Le paiement des heures pour circonstances exceptionnelles	447
§II. La liberté de déplacement et de circulation	448
§III. Le local	448
§IV. Le droit d'affichage et les autres moyens de communication ..	450
Exercice	453
Corrigé	454
Chapitre III. Le fonctionnement du CSE	457
Section I. La personnalité juridique	457
Section II. Les réunions	458
§I. Les entreprises de moins de 50 salariés	458
§II. Les entreprises de 50 salariés et plus	458
Section III. Le budget de fonctionnement du CSE	460
Section IV. Les heures de formation	461
§I. La formation à la santé, sécurité et conditions de travail	461
§II. La formation économique	461
Exercice	463
Corrigé	465
Chapitre IV. Les attributions du CSE et des représentants des syndicats	467
Section I. Les attributions du CSE	467
Sous-section I. Les missions et attributions du CSE dans les entreprises d'au moins 11 salariés et de moins de 50 salariés	467
§I. La présentation des réclamations	468
§II. Les missions et attributions en matière de santé, sécurité et conditions de travail	469
§III. La saisine de l'inspecteur du travail	470
§IV. Le droit d'alerte	470

Sous-section II. Les attributions du CSE dans les entreprises de 50 salariés et plus.....	471
§I. Les attributions générales et leurs modalités d'exercice	471
A. Les attributions générales.....	471
1. L'expression collective de l'intérêt des salariés	471
2. L'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise.....	471
3. La santé, la sécurité et les conditions de travail	472
4. L'accompagnement de l'inspecteur du travail	472
B. Les modalités d'exercice des attributions générales	473
§II. Les consultations et informations récurrentes et ponctuelles.....	474
A. Les consultations et informations récurrentes	474
1. Ordre public.....	474
2. Champ de la négociation.....	474
3. Les dispositions supplétives.....	476
B. Les attributions ponctuelles.....	479
1. Les dispositions d'ordre public	479
2. Le champ de la négociation	481
3. Les dispositions supplétives.....	481
§III. Les droits d'alerte.....	482
§IV. Participation aux conseils d'administration ou de surveillance	482
§V. La gestion des activités sociales et culturelles.....	483
A. La notion d'activités sociales et culturelles.....	483
B. Le financement des activités sociales et culturelles.....	484
Sous-section III. Le comité social et économique dans les entreprises d'au moins 300 salariés, le CSE dit « plus, plus »	485
§I. Les informations supplémentaires du CSE	486
A. L'information obligatoire.....	486
B. Le bilan social	486
§II. La mise en place de certaines commissions.....	486
A. La commission santé, sécurité et conditions de travail (la CSSCT)	487
1. Le périmètre et les modalités de mise en place de la CSSCT	487
2. La composition de la ou des CSSCT	488
3. Les attributions de la ou des CSSCT	488
B. Les autres commissions.....	489

Sous-section IV. Le cas particulier des entreprises soumises à un CSE à structure pyramidale	490
§I. La compétence du CSE central	490
A. Les attributions générales	490
B. L'exclusivité du CSE central sur certaines consultations	490
§II. Les attributions des comités sociaux et économiques d'établissement	491
§III. La répartition des compétences en matière de consultations récurrentes	492
§IV. L'ordre des consultations conjointes	492
Section II. Les instances créées par accord collectif	492
§I. Les représentants de proximité	493
§II. Le conseil d'entreprise	493
A. La mise en place du conseil d'entreprise	494
B. Composition et fonctionnement du conseil d'entreprise	494
C. Les attributions	495
Section III. Les attributions des représentants du syndicat dans l'entreprise . .	496
§I. Le délégué syndical	497
A. Une mission de revendication	497
B. La négociation de conventions et accords collectifs d'entreprise	498
C. Les consultations	499
§II. Le représentant de la section syndicale	500
§III. Le représentant du syndicat au CSE	501
Exercices	502
Corrigés	502

Titre II. La négociation collective

***Chapitre I. Les règles communes aux conventions collectives* 511**

Section I. La forme de la convention collective et les parties à une convention collective 511

§I. Les conditions de forme et de publicité 512

§II. Les parties contractantes 512

A. Les signataires initiaux 512

B. L'adhésion 514

§III. Les conditions de validité d'une convention collective 514

A. Les conditions de validité des conventions de branche et accords
interprofessionnels 515

B. Les conditions de validité des conventions d'entreprise 515

1. La convention d'entreprise majoritaire 516

2. La négociation d'entreprise sans délégué syndical 517

Section II. L'application des conventions collectives 521

§I. Les conditions d'applicabilité 521

A. Le comportement de l'employeur 521

B. Le champ géographique 522

C. Le champ professionnel 522

D. L'entrée en vigueur de la convention 523

E. Les situations particulières 523

§II. La durée des conventions collectives 524

§III. La révision et les mécanismes pouvant conduire à l'extinction de la convention collective 524

A. La procédure et les effets de la révision 525

B. Les conditions et effets de la dénonciation 527

C. La mise en cause des conventions collectives 529

1. Les règles générales 529

2. Les règles spécifiques à la modification juridique 531

Section III. Les rapports entre les normes	532
§I. Les rapports entre conventions collectives	532
§II. Les effets sur le contrat de travail	535
Exercice	537
Corrigé.....	538
 Chapitre II. Certaines spécificités des conventions de branches et accords interprofessionnels.....	 541
Exercice	542
Corrigé.....	542
 Index alphabétique des notions	 543